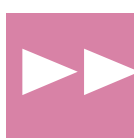


“ Le défi pour tout socialiste, ce n'est pas seulement la révolte contre l'injustice ; c'est de trouver les moyens de rendre la société plus juste ”

La lettre de SOCIALISME & DEMOCRATIE



Lettre hebdomadaire No. 84 - du 21 mars 2006 -- Directeur de la publication : Alain Bergounioux -- sixième année

DSK **Sur tous les fronts**



Jacques Chirac s'exprime », a lancé Dominique Strauss-Kahn (...) »

Lundi 20 mars 06

« A Paris, le parcours vu de la Santé »

Didier Hassoux (*Libération*)

« (...) Benoît : « Ce serait bien que le Parti socialiste tende une main vers la vraie gauche. » Justement, il est tout près, le PS. Postés au coin du boulevard Arago et de la rue de la Santé, les dirigeants et militants parisiens du PS regardent les manifestants passer. Quelques éléphants se montrent. DSK est le premier. On entend quelques « Strauss-Kahn président ! », Jack Lang, Laurent Fabius et François Hollande auront droit aussi à leur minute de gloire ».

Mardi 21 mars 06 7 h 50

Yahoo ! Actualités

« Parité hommes-femmes : vers un feu vert du PS pour les législatives 2007 »

« (...) Proche de Dominique Strauss-Kahn, le député Jean-Christophe Cambadélis souhaite que « les principes posés par la direction soient valables dans tous les points du territoire ». Les partisans de M. Hollande ont « une manière élastique de poser les principes quand il s'agit des leurs » ajoute un autre ami de DSK, sous couvert d'anonymat. (...) »

CPE

Samedi 18 mars 06

L'Express.fr à 18 h 00
Avec Reuters

« (...) les jeunes ouvraient le défilé, parti de la place Denfert-Rochereau pour rejoindre Nation, devant les cortèges formés par les syndicats de salariés, dont souvent leurs parents. « Les gens sont souvent venus en famille, toutes générations confondues », s'est réjoui un étudiant. Plusieurs leaders de l'opposition, les socialistes Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn, ainsi que Marie George Buffet (PCF) ont fait un passage le long du cortège (...) »

AP 21 h 00

« Mobilisation massive contre le CPE à travers la France : entre 500 000 et 1. 5 million de manifestants et étudiants réunis ont défilé samedi dans les principales villes du pays pour réclamer le retrait « pur et simple » du Contrat Première Embauche. (...) « Il y a un geste fort, clair, à accomplir : le retrait du texte. Après, la discussion pourra s'ouvrir », « l'heure est venue que

Lettre ouverte au Président de la République

Vendredi 17 mars,

Monsieur le Président de la République,

La crise créée par le CPE doit maintenant connaître son dénouement. Ce texte divise la France, bloque les universités, conduit les syndicats et les salariés, les jeunes et leurs parents à descendre dans la rue. Chaque jour le flot des manifestants enfle, chaque jour l'opinion se fait plus hostile.

Comme vous le savez, les socialistes et l'immense majorité de la gauche souhaitent le retrait du Contrat Première Embauche. Telle n'est pas la position du Gouvernement qui s'entête après son Passage en force à l'Assemblée Nationale.

Attendre le pourrissement de la situation est une tentation indigne de notre pays. Déjà, des policiers ont été blessés, des commerces saccagés, les facultés sont occupées ou libérées par la force. La situation est lourde de menaces. Aucune loi ne mérite de mettre la France dans cet état, ni de faire prendre à notre pays de tels risques.

Monsieur le Président de la République, vous avez la possibilité de suspendre le CPE, il faut en user. Le Premier ministre se dit favorable à des négociations, offrant des garanties nouvelles. Il reconnaît ainsi que le CPE en manque. Un nouveau texte, négocié avec les partenaires sociaux, pourrait alors se substituer au CPE et la France sortirait de l'impasse dans laquelle cette loi contestée l'a plongé.

Vous connaissez le risque de l'entêtement et le danger de la rue.

Il est encore temps de rassembler le peuple français pour combattre dignement le chômage qui frappe notre jeunesse. Mais ceci ne peut se faire sans elle, et encore moins contre elle. Je fais donc appel à vous, Monsieur le Président de la République, pour que vous preniez la mesure de la gravité de la situation et que vous mettiez fin aux violences en suspendant le CPE et en ramenant les différentes parties à la table de négociations.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma haute considération.

Dominique Strauss-Kahn



Le syndrome de la gargouille

La gargouille est l'image du grotesque terrifiant mais elle n'est rien d'autre qu'une gargouille. Tirant les enseignements du style néo gothique flamboyant que préfère de Villepin, celui-ci pense avoir trouvé un moyen pour s'en sortir : tenir la posture tout en vidant la gargouille.

Le Premier ministre veut jouer le « vrai/faux dur », il tente d'obtenir –utilisant la crise – l'accord de sa majorité et du patronat pour vider le texte de son contenu, tout en maintenant l'apparence du CPE.

Pour ce faire M. de Villepin prend sa majorité, le Président de la République et la France en otage. Son obstination n'a rien à voir avec l'intérêt des Français mais tout à voir avec l'intérêt de sauver sa posture.

Prenant des risques inconsidérés au regard du texte lui-même. Le 1er ministre applique le « mouvement tournant » cher à son Napoléon. Ne pouvant envahir l'Angleterre, il fit faire demi-tour à son armée pour l'emporter à Ulm et Austerlitz. Ne pouvant l'emporter face au CPE, Villepin conduit à « marche forcée » sa majorité vers un Austerlitz d'opérette.

Voilà ce qui arrive lorsque l'on confie le pouvoir à un exalté.

Villepin n'apas d'autres issues. Il ne peut calmer les étudiants par la négociation, car ils sont mobilisés voir radicalisés. Il ne peut obtenir le « secours » des syndicats car il ne les a pas consulté. Il ne peut parier sur le pourrissement car il est avéré qu'il en porterait la responsabilité. Il ne peut plus s'imposer car il est aujourd'hui « Monsieur précarité ». Il ne veut pas retirer le texte car il souhaite faire encore semblant de gouverner. Il tente donc de déshabiller le CPE pour habiller sa prétendue volonté.

Cette tactique demande du temps et les manifestations se multiplient. Cette tactique demande des partenaires et la grève interprofessionnelle est déjà annoncée. Cette tactique demande du calme et la violence est aujourd'hui installée. Cette tactique demande une assise et Sarkozy s'impatiente, il a peur d'être emporté.

L'autisme au pouvoir

Ce que ne comprennent pas la droite et le pouvoir c'est la désespérance de la jeunesse. La forme de la mobilisation est symbolique de son état d'esprit. Les jeunes étudiants à l'issue des Assemblées Générales ne partent pas en manifestation. Ils ne vont pas porter la bonne parole de l'égalité « urbi et orbi », comme le faisaient leurs prédécesseurs. Ils occupent les facultés. Ils se barricadent, ils s'enferment. Ce sentiment de citadelle assiégée est celui d'une génération qui cherche à se protéger. Même le mot d'ordre qui unifie les lycéens et les étudiants n'est pas

celui de la conquête de droits nouveaux, c'est « résistance » scandée trois fois, dix fois. Rien n'est printanier ou heureux voir « faluchard » dans ces mobilisations. Il y a de la sombre détermination. La gaîté des trente glorieuses n'est pas de mise. C'est « marche ou crève » !

Nombre d'entre eux viennent de banlieue. Nombre d'entre eux se souviennent de décembre 2005 et des émeutes. Nombre d'entre eux n'ont plus confiance.

La désespérance est le drapeau d'une jeunesse à qui l'ont dit comme l'annonce Monsieur Barroso : « tout le monde sait que l'on vivra avec moins de garanties, moins d'acquis, moins de bonheur que les générations précédentes ».

Le pouvoir, l'UMP, Sarkozy ne comprennent pas ce mouvement qui vient d'en bas et qui n'a rien à perdre, ce mouvement politiquement frustré.

Il n'y a pas de leader désigné par le mouvement.

Il n'y a pas de plateforme anti capitaliste.

Il n'y a pas d'espoir dans les lendemains qui changent.

Il y a un « non » féroce à cette société sans l'espérance de temps nouveaux.

Car pour faire des compromis, pour négocier, il faut de la visibilité.

Ici il n'y en a pas. Les jeunes n'ont pas encore le calendrier électoral en tête.

La rupture ne passe pas

Par contre ils ont touché du doigt ce qu'était la « théologie de la rupture libérale » prônée par Nicolas Sarkozy. Villepin a installé, par la rue, le débat dans l'opinion. Il a déjà imposé une défaite à l'espoir que Sarkozy voulait faire naître, frauduleusement, au travers de la « rupture ». Le 1er ministre a dévoilé ce que la gauche peinait à démontrer. Il a bipolarisé le débat politique. Il a renvoyé la division de la gauche sur le traité constitutionnel à une fresque du passé, constitutive de rien du tout. Il a brisé la « vraie fausse » troisième voie de l'UDF. Il a interdit à l'extrême gauche de populariser la gauche de la gauche. Mais c'est au-delà de Villepin lui-même, Sarkozy le grand perdant. Certes pas dans les sondages, mais apprenons à voir plus loin que la photo. Regardons le sens du film. C'est le discours Sarkozien pour la présidentielle qui est atteint. Tout à coup, le Président de l'UMP est sur la défensive. Tout à trac, son véhicule idéologique est en panne. Il ne fera pas rêver sur le CPE.

Et si le CPE a sonné le glas des espoirs de Villepin. Celui-ci espère maintenant qu'il minera ceux de son concurrent. Nous imaginons tous ce que Sarkozy a dû dire au 1er ministre, lors de son tête-à-tête à Matignon : « ça suffit ! » Et de fait, Sarkozy déploie un très courageux... « Le CPE c'est lui » pointant le pouce vers le 1er ministre.

Nicolas pensait avoir un concurrent, voir un faire valoir. Il n'a eu à faire qu'à son révélateur !

□



CPE : Chronique d'une mobilisation

Une mobilisation massive

Après la forte mobilisation de samedi dernier, les chiffres n'ont finalement que peu d'importance. 500 000 ou plus d'un million de personnes ont battu les pavés de 160 villes de France, résolues à obtenir le retrait du Contrat Première Embauche. C'est de toutes façons largement supérieur aux manifestations du 7 février et du 7 mars et désormais l'opinion publique, à près de 70%, soutient ceux qui défilent. La montée en puissance de la grogne ne fait donc plus aucun doute. Caractéristique essentielle des cortèges de ce week-end : la présence de toutes les générations, de celles des lycéens à celles des retraités, unies par une même angoisse vis-à-vis d'un avenir que la droite ne peint qu'aux couleurs de la précarité.

La droite a court d'argument

Ce ne sont pas les «*explications*» trop souvent paternalistes que fournissent les ministres qui réussissent à convaincre. Bien au contraire, en tentant de culpabiliser les uns et les autres, voire d'opposer les uns aux autres, ils renforcent la conviction que le problème qui oppose gouvernants et gouvernés ne découle pas d'un malentendu, mais d'une trop grande compréhension chez les seconds des objectifs visés par les premiers.

Culpabilisation d'abord, car en agitant le spectre du chômage des jeunes, Villepin entérine l'idée du renoncement face à l'évolution du monde : il vaut mieux essayer que ne rien faire et c'est sous le sceau de cette unique alternative – le CPE ou rien – qu'il place le débat. Ce faisant, il renvoie les contestataires dans le camp des conservateurs et se pose en chantre du progrès. Opposition ensuite, car en décrivant les salariés les plus âgés comme confortablement installés dans la vie active, bénéficiaires au temps de leur jeunesse d'un climat économique extrêmement favorable, il tente de les monter contre leurs enfants, victimes de la mondialisation. Opposition aussi, entre les jeunes eux-mêmes. D'un côté, il y aurait ceux qui sont vraiment défavorisés, condamnés à l'apprentissage à 14 ans, sans diplômes, issus des «*quartiers*», parfois un peu «*racaille*» qui pourront bénéficier des CPE comme contrat de formation. De l'autre, il y aurait la jeunesse dorée des universités, assurée d'avoir un emploi stable et bien rémunéré à la sortie du diplôme, mais prompt à contester un dispositif qu'elle ne comprend d'ailleurs pas...

Et après le CPE ?

Pour l'heure, le gouvernement joue la carte du pourrissement. Alors que jusqu'à maintenant, pour éviter tout divorce avec les jeunes, la droite et particulièrement Jacques Chirac, avait toujours reculé devant les mouvements de jeunesse, elle tient bon, à quelques fissures près. Sans doute, les «*succès*» remportés par les gouvernements Raffarin (retraite, assurance maladie, loi Fillon sur l'école, etc.) font-ils aujourd'hui caisse de résonance. Car ce mandat 2002-2007 aura sans doute pour elle les couleurs d'une victoire historique : jamais elle n'avait réussi sur une aussi courte période à faire appliquer dans la réalité son programme fait d'ordre moral, de libéralisme économique et d'assistantat social.

Mais ce succès porte en lui-même le germe de la défaite. Il suffit pour cela de se pencher attentivement sur la tournure que prennent désormais de plus en plus d'Assemblées Générales étudiantes. Exit en début de débat les points techniques, dits «*d'orga*», pour savoir où, quand et comment manifester ou mener des actions pour étendre le mouvement. Place à l'échange d'idées, aux forums de réflexion thématiques : là on fait venir un inspecteur du travail pour qu'il décrypte le rapport entre employeur et salarié, ici on obtient la banalisation des cours pour réfléchir à la place des jeunes dans la société, ou encore ailleurs, on sollicite le prof d'économie pour discuter courbes du chômage. C'est ainsi toute une génération qui s'éveille à la chose politique, au débat public et prend conscience du pouvoir formidable que la démocratie dépose entre ses mains : le vote.

Dans cette période, le rôle du Parti Socialiste est double : accompagner cette prise de conscience mais aussi satisfaire les exigences qui en découlent. Nous savons de toute évidence que les prochaines échéances présidentielles ne sont pas gagnées d'avance quoiqu'en disent les sondages. Il nous faut, après la dénonciation, être dans la conviction et dans la proposition. Ces propositions ne peuvent être timorées, ni catégorielles : elles doivent redonner confiance dans un monde en mutation, satisfaire les aspirations de chacun, tout en préservant l'idéal socialiste d'une société solidaire. C'est en tout cas vers cela, que jeune adhérente de notre parti, syndicaliste étudiante, je souhaite voir le PS et son futur candidat pour 2007, emmener ma génération.

□



Le mouvement dont Chirac aurait pu se passer

Depuis bientôt deux mois que dure le mouvement contre le CPE, on peut dire qu'il ressemble à une vraie Bérézina politique pour le gouvernement Villepin. Quand on pense qu'après les Cent jours vint Waterloo...

Plus que les cotes de popularité de personnalités ne reposant que sur les impressions d'un instant, le mouvement anti CPE est déterminant car il repose sur les réalités du moment. La question du chômage des jeunes, l'emploi au rabais, la casse sociale, l'autisme de la droite, le mépris du dialogue social etc, autant de thèmes qui pèseront sûrement sur 2007.

La droite a franchi une l'étape de trop : celle de l'agression directe de la jeunesse par un gouvernement qui prétend lutter contre le chômage des jeunes, mais qui avoue que le CPE n'a pas vocation à résoudre le problème. Bref, pour ne pas résoudre un problème, le gouvernement en crée un. Et quand on dit à la jeunesse, demain ça sera pire qu'aujourd'hui, elle descend dans la rue.

Pourtant elle devrait le savoir la droite qu'il ne faut pas prendre les étudiants pour des enfants de chœur !

Elle est incapable de tirer les leçons de ses confrontations avec la jeunesse de ce pays. Depuis le Moyen-Âge, on sait que quand le Quartier latin se soulève, c'est la France qui peut trembler. Depuis Raffarin, avec les attaques frontales contre le droit de grève, où le chantage au salaire fait reculer les salariés quand il faut se mobiliser, les étudiants sont une catégorie sociale à part. Il n'existe aucun moyen de pression financière ou disciplinaire. Il ne reste que la violence policière, dans la rue. Mais la droite en est tellement consciente qu'elle agit avec circonspection. Sarkozy pèse ses mots et il s'applique à lui-même, en ces temps de grèves étudiantes, le service minimum.

Le Parti socialiste se tromperait s'il n'était qu'un parti gouverné par des intellectuels repliés sur eux-mêmes ou un parti d'élus uniquement préoccupés par leur réélection ou un parti de technocrates imbus de leur savoir. Il se tromperait pareillement s'il n'était que l'émanation des revendications de la base. Il ne faut pas remplacer l'un par l'autre. En 1981, les socialistes ont su convaincre avec 110 propositions. Nous en avons déjà 15, avec une méthode intéressante : une parole militante, nourrie de la réflexion intellectuelle et mise en perspective dans une stratégie politique, Voilà ce qui a déjà été entamé et le travail qu'il faut continuer.

Ce mouvement contre le CPE est une épine dans le pied de Jacques Chirac qui se serait bien passé d'une grogne étudiante, un an avant les élections présidentielle et lég-

islatives. Il n'en connaît que trop bien la mécanique.

Lors qu'il était ministre de l'emploi, il a eu à jouer un rôle dans les négociations avec les syndicats pendant les « événements » de mai 1968, la plus grande grève générale de l'Histoire de France. La légende veut que le futur maire de Paris ait rencontré la CGT avec un calibre sous la veste ! C'est dire le climat de peur qui tenaillait la droite...

En 1976, déjà Premier ministre (de Valéry Giscard d'Estaing) Chirac doit affronter une deuxième grogne étudiante, celle contre les réformes Haby et Saunier-Séité. Ce mouvement est tombé dans l'oubli, mais ce fut la plus longue grève estudiantine . Trois mois de luttes. La droite le paye aux cantonales de 1976 et aux municipales de 1977. Le mouvement contre la réforme Saunier jette d'ailleurs les bases d'une démarche unitaire chez les organisations de jeunesse scolarisé non communistes qui aboutit à la réunification syndicale de 1980...

Dix ans plus tard, en 1986, évidemment, le mouvement contre la réforme Monory-Devaquet au cours duquel la police assassine l'étudiant Malik Oussekin met le feu à une mèche lente qui va entraîner la déroute de la droite aux élections de 1988.

Monory devait penser à cela quand il présidait les débats au Sénat ces dernières semaines. Pendant longtemps, l'axe principal des luttes étudiantes a été de lutter contre la sélection à l'université et la tendance, jamais démentie par la droite, de plier l'université aux exigences des entreprises.

Mais la droite n'y comprend rien. Et surtout, elle montre, en temps de grogne, un visage blafard. En 1986, c'était Louis Pauwells qui expliquait dans les colonnes du Figaro Magazine que la jeunesse de France était atteinte de « sida mental ». En 2006, c'est le bouillant Patrick Buisson qui explique sur LCI que cette jeunesse est un ramassis « d'idiots utiles qui feraient mieux de manifester contre la génération 68 ». Entre les deux, on revoit les mêmes scènes. L'UNI qui tente de jouer les briseurs de grèves avec quelques jeunes de l'UMP ou de l'extrême droite, mal déguisés en « étudiants apolitiques ».

La gauche dans tout cela est consciente de son avantage. Le rejet de la droite est patent. Le désir de gauche présent, mais ce que les socialistes ont à dire doit être encore plus consistant.

□



Agenda

Sur tous les Fronts

- Jeudi 23 mars : Invité au dîner du CRIF à Grenoble (Isère)
Jean-Christophe Cambadélis à La Rochelle
- Samedi 1er avril : Rassemblement National des « élus en colère » dans le cadre des états généraux du
projet à Lille (Nord)
- Jeudi 13 avril : Albi (Tarn)

**Communiquez-nous les manifestations de vos groupes
S&D sur tout le territoire pour que nous puissions les
insérer dans l'agenda de la lettre**

Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous,
rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-
nous :

Par mail :

lettre@socialisme-et-democratie.net

Par téléphone : 01 53 63 40 03 (Damien)

01 40 63 68 57 (Karine)

Par courrier :

Socialisme & Démocratie -

7, rue de la Planche 75007 Paris

SD sur le net c'est aussi

SD national : www.socialisme-et-democratie.net

SD jeunes : www.sdjeunes.org

SD 92 : www.sd92.net

SD 93 : 93.typepad.com



LA COLERE DES ELUS

Pour signer l'appel

<http://www.lacoleredeselus.com>

CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LÀ, DIFFUSEZ-LÀ, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

TÉLÉPHONE

MAIL

ABONNEMENT 15 EURO

SOUTIEN

30 EURO